A Villemomble, le 02/11/2020

Les enseignants du collège Pasteur de Villemomble exercent massivement leur droit de grève ce jour, lundi 2 novembre 2020.

Le vendredi 30 octobre 2020 en fin d’après midi, le ministère a donc annoncé que l’organisation de l’hommage à Samuel Paty était modifiée. Tous les temps d’échanges prévus entre adultes sont annulés. Il reste seulement une minute de silence, pas nécessairement préparée avec les élèves. Cette décision est indigne.

Notre collègue a été assassiné par un terroriste fanatisé par l’Islam radical. Décapité. Parce qu’il exerçait son métier.
L’école a été attaquée. La communauté éducative est meurtrie. Nous ne pouvons pas rentrer, reprendre le chemin de nos établissements scolaires comme si de rien n’était.
D’autres organisations étaient possibles permettant de tenir compte des conditions de cette rentrée hors normes. Elles ont été balayées d’un revers de la main, sans considération pour les impératifs humains et pédagogiques.

Comble de l’ignominie, nous constatons que la lettre de Jean Jaurès qui doit être lue aux élèves a été amputée d’un passage sur … la liberté pédagogique !
Colère, incompréhension, perte totale de confiance en notre institution…. les mots manquent.
Samuel Paty a payé de sa vie son engagement professionnel pour des principes qui nous réunissent toutes et tous. Nous lui devons un hommage plein et entier.

Les trémolos de l’hommage à la Sorbonne ont donc fait long feu et l’auto proclamé « ministre des professeurs » s’est à nouveau couvert d’indignité depuis 10 jours, ouvrant les vannes aux discours les plus rances, utilisant des concepts directement importés de l’extrême droite et récoltant le satisfecit de certaines de ses tristes figures.

Nous n’oublions pas et nous n’oublierons pas …

Nous n’oublions pas que Jean Michel Blanquer , dès octobre 2019, stigmatisait déjà les parents d’élèves et les élèves de confession musulmane : d’abord en colportant une « Fake News » sur les « petites filles » musulmanes qui seraient empêchées d’aller à l’école. Puis en multipliant les sorties sur les « petits garçons » qui refuseraient de « tenir la main aux petites filles » et sur les mamans d’élèves voilées pour qui il serait préférable de ne pas accompagner leurs enfants en sortie scolaire.

Nous n’oublions pas le suicide de Christine Renon le 21 Septembre 2019, reconnu depuis comme imputable au service. Nous n’oublions pas que suite à ce drame, le premier réflexe de nos autorités hiérarchiques fût de rappeler les directeurs d’école destinataires de la lettre de Christine Renon à leur droit de réserve. Nous n’oublions pas qu’il a fallu une semaine au ministre de l’éducation nationale pour se manifester, et encore par un simple tweet ne citant pas le nom de Christine Renon . Nous n’oublions pas qu’il a fallu attendre 10 jours avant de recevoir le soutien de notre recteur.

Nous n’oublions pas la longue liste des contre- réformes, imposées avec brutalité et mépris, contre l’avis des personnels soit disant « choyés » depuis 3 ans et demi  : Loi Blanquer , loi de pulvérisation de la fonction publique, réforme du lycée, réforme des retraites, revalorisation fantôme, suppression massive de postes …

Nous n’oublions pas qu’une partie d’entre nous, exerçant simplement leur droit de grève , a été qualifié de « preneurs d’otage » en Juillet 2019 puis de « radicalisés » en Janvier 2020.

Nous n’oublions pas enfin la gestion scandaleuse de la crise sanitaire .

Dès le mois de Septembre 2020, les cas de COVID se sont multipliés de manière inquiétante dans les établissements. Pour palier son impréparation et son incapacité à protéger ses personnels (mais où est donc passé le protecteur de la rue de Grenelle ?), le gouvernement a décidé d’alléger le protocole sanitaire ! En un mot : faire tomber la fièvre en cassant le thermomètre ! Dans plusieurs établissements, nos collègues ont fait valoir leur droit de retrait. À chaque fois, la réponse de l’administration a été lapidaire, pour ne pas dire méprisante, sous la forme d’un courrier type signé de la main de M. le Directeur académique, sans que la CHS de l’établissement ait été réunie, ainsi que le stipule le cadre réglementaire.

La sidération face au contexte sanitaire exceptionnel, aux mensonges et au mépris du gouvernement, laisse désormais place à la colère. Malgré l’impatience et l’envie de retourner dans les écoles, les collèges et les lycées, nos collègues constatent au quotidien que rien n’est prêt, contrairement à ce qu’a ânonné le Ministre de l’Éducation nationale durant tout l’été, tandis qu’il s’adonnait à des activités que nous qualifierons pudiquement de récréatives…Face à cette colère légitime, le Ministre use sans cesse des mêmes stratagèmes de diversion et préfère se répandre sur la « *tenue républicaine* » qu’il faudrait arborer à l’école plutôt que regarder les dégâts de son incurie sur les corps des personnels, des élèves et de leurs familles.

La rentrée se fait aujourd’hui avec un protocole auto proclamé « renforcé »… Toujours des mots … En réalité, il n’en est rien. Les mesures proposées sont inapplicables et en totale déconnection avec la réalité d’un établissement scolaire. Elles sont par ailleurs très éloignées des recommandations du conseil scientifique .Nous voilà donc exposés en première ligne, sans protection aucune. Faut-il rappeler ici que les masques distribués à la rentrée de Septembre ont été reconnus depuis comme toxiques ?

Pour toutes ces raisons nous exerçons notre droit de grève ce jour et nous mettons en ordre de marche pour poursuivre notre mobilisation : nous ne pouvons plus travailler sous l’autorité de Jean Michel Blanquer.

Les enseignants en grève du collège Pasteur, soutenu par les sections SNES-FSU, SUD et FO